

Bernard Arnault sous la Coupole, symptôme du capitalisme autoritaire

[Romaric Godin](#) 13 janvier 2026 à 18h01

Dans *La Guerre civile en France*, Karl Marx présente la politique d'éducation de la Commune de Paris en ces termes : « *La science elle-même était libérée des fers dont les préjugés de classe et le pouvoir gouvernemental l'avaient chargée.* » La cérémonie d'intronisation de Bernard Arnault, l'homme le plus riche de France, à l'Académie des sciences morales et politiques ce 12 janvier 2026 est venue confirmer combien ce beau projet reste à faire.

Bien sûr, on ne peut rien attendre de cette vieillerie poussiéreuse et inutile que le premier consul Bonaparte avait eu l'heureuse idée – une fois n'est pas coutume – de supprimer en 1803. Rétablie par François Guizot en 1832, l'Académie a toujours été fidèle à l'esprit de celui qui l'a ressuscitée et dont la devise pour la France était : « *Enrichissez-vous par le travail et par l'épargne !* » Aussi, aucune révolution, aucun changement social, aucune crise n'a modifié ce fait majeur : les augustes membres de cette institution sont les domestiques les plus serviles de l'ordre social.



Bernard Arnault lors de la cérémonie d'installation en tant que membre de l'Académie des sciences morales et politiques, à Paris le 12 janvier 2026. © Photo Stéphane de Sakutin / AFP

Les saints du capital y sont donc légion, de Michel Pébereau, ancien PDG de BNP Paribas, aux deux Prix Nobel d'économie Jean Tirole et Philippe Aghion, en passant par l'ancien président de la Banque centrale européenne Jean-Claude Trichet ou l'éditorialiste Alain Duhamel. Mais il manquait Dieu le Père, le capital incarné, le grand ordonnateur de la politique et de la morale. Pendant longtemps, Yvon Gattaz, ancien « patron des patrons » dans les années 1980, a pu jouer le rôle de prophète. Mais il restait d'une dimension réduite et est mort en décembre 2024.

La prise du pouvoir du capital

À présent, il en va sous la coupole de l'Institut de France comme du monde réel. La crise de l'accumulation ne permet plus guère aux grands capitalistes de passer par des intermédiaires pour faire passer leurs « messages », ou plutôt leurs « ordres ». C'est le cœur de la crise de la démocratie libérale : le capital s'est longtemps accommodé de ces intermédiaires. Mais c'est terminé, car il n'y a plus guère de place pour les revendications des peuples pour la redistribution, des conditions de travail décentes ou un environnement sain. Désormais, le pouvoir du capital doit s'exercer directement pour assurer la prédateur et la rente.

C'est cette réalité brute que traduit l'élection de Bernard Arnault à cette Académie, au bout d'une campagne « *méthodique et déterminée* », nous dit *Le Monde*. L'inutilité crasse de l'institution ne doit pas tromper : le mouvement est symbolique d'une époque et d'un changement de paradigme. L'homme le plus riche de France a entamé depuis quelques années sa mue vers une vision plus autoritaire de sa propre domination. L'an passé, il n'a pas manqué une occasion de faire l'éloge de son ami Donald Trump et de fustiger dépenses sociales et normes européennes.

De plus en plus nettement, à l'image de l'ensemble du capitalisme français, Bernard Arnault, qui n'a pas hésité à voir dans le très modéré Gabriel Zucman « *un militant d'extrême gauche* », se rapproche de l'extrême droite. Autrement dit, de plus en plus, il défend cette idée d'un

État au service exclusif du capital, utilisant directement sa puissance pour l'accumulation. La politique est devenue le terrain de conquête de l'argent, son pouvoir ne peut désormais plus passer par des portefaix comme Alain Duhamel ou Jean Tirole. D'autant que ces derniers sont devenus de plus en plus inefficaces.

Il y a donc une logique dans l'élection et l'intronisation de Bernard Arnault. C'est celle du monde à venir, celui où le capital définit désormais ouvertement, sans faux-semblants, la politique et la morale. Et il faut lui reconnaître cette qualité : nul autre que l'homme le plus riche de France ne pouvait mieux incarner dans notre pays ce nouveau régime. Car Bernard Arnault a été, dans ce domaine, un précurseur. La prédation a été sa ligne de conduite permanente, au même titre que la collusion avec les milieux politiques.

C'est la traduction de la réalité du pouvoir du capital qui, désormais, n'entend plus rester cachée.

Gauche, centre ou droite au pouvoir, le patron de LVMH a su user de son influence pour tirer le meilleur parti du monde politique sans se soucier des choix démocratiques. Les votes des électeurs pouvaient changer, ses intérêts demeuraient les mieux servis du monde. La « gauche » ne l'a jamais inquiété : du gouvernement Fabius lui assurant la reprise de Boussac jusqu'à la mairie de Paris qui l'a autorisé à faire de la ville

lumière sa chasse gardée. Bernard Arnault s'est toujours ri de la démocratie, il a toujours défendu l'idée d'une raison supérieure à celle des peuples, celle de l'accumulation. Et il a su imposer cette raison supérieure à la classe politique.

C'était donc justice de voir ce 12 janvier trois anciens premiers ministres, Michel Barnier, Bernard Cazeneuve et Édouard Balladur, mais aussi la maire de Paris sortante, Anne Hidalgo, et son ennemie jurée candidate à sa succession, Rachida Dati, venir à cette cérémonie comme les vassaux venaient jadis rendre hommage à leur suzerain. Cette image d'un monde politique réconcilié autour de Bernard Arnault ne traduisait pas une union nationale, mais une unité de classe.

Elle était, au reste, achevée par le parterre de grands patrons venus applaudir le « meilleur » d'entre eux. C'était la traduction de la réalité du pouvoir du capital qui, désormais, n'entend plus rester cachée. C'était aussi le symbole du crépuscule de cette caste politique néolibérale que Bernard Arnault est sur le point de rendre inutile.

Dans ce cadre, le moment le plus symbolique a sans doute été la transmission grandiloquente de l'épée d'académicien à ce boutiquier de luxe par Bruno Le Maire, ancien ministre de l'économie et des finances qui n'a guère été capable de dissimuler les manifestations de sa passion intense pour le récipiendaire. « Vous êtes une

lame en à peu près tout, la silhouette, le regard, l'intelligence et l'intuition », a proclamé celui qui, pendant des années, en plus de prétendre à une carrière littéraire douteuse, a, depuis son bureau de Bercy, été un des principaux soutiens aux bénéfices de LVMH.

Car Bernard Arnault n'a, il est vrai, qu'à se féliciter de l'action de Bruno Le Maire et des gouvernements dont il faisait partie, de la baisse de la fiscalité sur les revenus du capital qui a permis d'assurer des fins de mois très confortables à la famille Arnault jusqu'à l'intervention du Quai d'Orsay [dans l'affaire Tiffany](#). Le ministre a su être le gardien fidèle des intérêts de l'homme le plus riche de France. Il était, dès lors, logique qu'il se mue en valet de pied du nouvel académicien pour lui remettre son épée d'opérette avec un compliment exagéré.

La morale aux orties

En passant, on rappellera que Bruno Le Maire, qui a laissé à la France une situation budgétaire désastreuse en raison de sa prodigalité envers les entreprises et qui, donc, peut se vanter de n'avoir rien fait qu'un Bernard Arnault eût pu lui reprocher, vient de se faire embaucher dans un cabinet de conseil états-unien, [Macro Advisory Partners](#). Que l'ancien ministre des finances du pays vienne vendre son entregent et sa connaissance du fonctionnement de l'État à des entreprises privées étrangères sous couvert de conseil pourrait paraître choquant.

Mais il aurait sans doute ici la bénédiction du nouvel élu à l'Académie des sciences morales et politiques, pour qui la morale se résume principalement à un compte de résultat. Car la carrière de Bernard Arnault parle pour lui. Sans revenir aux pressions sur les actionnaires de LVMH ou [à l'affaire Tiffany](#), on pourrait se contenter de rappeler l'usage des méthodes de barbouze de [Bernard Squarcini](#) au service de LVMH. Des faits « *insupportables au corps social* », prétendait [en mars dernier](#) le jugement du tribunal correctionnel qui a condamné l'ancien responsable des services secrets français, devenu mercenaire pour LVMH, à quatre ans de prison dont deux ferme et 200 000 euros d'amende.

LVMH et Bernard Arnault ont, de leur côté, acheté la paix avec la justice. Mais notons également que la violence de ce groupe ne se limite pas à ce type d'affaires. Mediapart documente depuis des mois la violence sociale de LVMH envers ses salariés, [notamment à la Samaritaine](#). En attendant, le milliardaire peut trôner dans son habit vert sans que nul ne l'ennuie avec de tels détails navrants.

Qu'un tel personnage sans foi ni loi puisse être le nouveau représentant des « sciences morales » sous les acclamations de l'élite politico-économique de ce pays en dit long sur l'état de ce dernier. Certes, cette académie n'a jamais été bien regardante et abrite déjà un Xavier Darcos, [condamné pour prises illégales d'intérêts](#), mais on est ici dans une autre dimension. La prédateur devient l'aune de la politique, la manipulation celle de la morale.

Mais là encore, c'est un symptôme de l'évolution en cours où la falsification est générale. Dans ce nouveau régime capitaliste qui se met en place et dont Bernard Arnault est le partisan et le précurseur, le monde est entièrement renversé, le vrai n'y est qu'un moment du faux. Tout n'y est que comédie, permettant à la violence de l'accumulation de se réaliser sans entrave. La cérémonie du quai Conti de ce 12 janvier offrait semblable spectacle.